POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

SE MOBILISER, OUI, MAIS POUR QUOI ?
L'ALGERIE QUI NAIT.
LA REPUBLIQUE ET LES OUVRIERS.
"L'ARMEE VOUS OFFRE UN METIER!"
L'ERE DES COMMUNICATIONS ?
LETTRE D'UN CAMARADE BELGE.
Le génie français.
Comment renover la démocratie ?

N° 39 AVRIL 1962

0,30 NF

se mobiliser, OUI, mais POUR QUOI ?

Et maintenant ?

Le colonialisme a perdu la dernière bataille, non à Evian, mais en Algérie.

Officiers déserteurs et européens fanatisés tirent leurs dernières cartouches, assassinent leurs dernières victimes. Dans quelque banlieue algéroise, Salan compulse fiévreusement ses plans de "guerre subversive", cherche "l'erreur", lance encore des ordres.

Mais dans l'Ouarsenis, les officiers de l'OAS, traqués par des paysans armés de fourches, par des enfants qui leur lançaient des pierres, se sont jetés dans les bras des gendarmes français.

Des millions d'algériens profitent de la trêve pour mieux s'organiser, pour déjà faire passer l'indépendance dans les faits, partout où ils le peuvent : la peau "française" de ce pays algérien craque de toutes parts.

En France, c'est autre chose.

Il y a eu le OUI massif dont se réjouissent De Gaulle et Maurice Thorez.

Il y a eu aussi la grosse déception : le général n'a pas voulu faire des élections !

Les partis politiques sont furieux, même l'UNR. Ils avaient déjà commencé à mettre la machine en branle : "la paix en Algérie, c'est moi !", "triomphe de notre politique !", "votez pour nous, les vrais artisans de la paix !".

Certes, tout le monde sait que "la paix" - c'est-à-dire l'indépendance - c'est le peuple algérien, le FLN, les combattants des maquis qui l'ont arrachée à la France.

Mais tout le monde sait aussi que les élections c'est pour raconter des "bobards".

Enfin, c'est foutu.

Quoi dire alors ? Debré s'en va. Pompidou arrive. Le P.C. s'indigne: comment, Pompidou ? le directeur de la Banque Rotschild ? un banquier ? c'est le gouvernement du grand capital ! Pourtant, Debré c'était déjà le gouvernement du grand capital. Alors...?

Mais il y a le "renforcement du pouvoir personnel", et puis "le rôle du Parlement est encore diminué". C'est un vrai concert de gémissements : du Figaro à L'Humanité, on dénonce les dangers que court la démocratie.

Les droits du Parlement, en quoi cela regarde les travailleurs ? "Pouvoir personnel" ou "pouvoir du Parlement" ? Mais le Parlement a-t-il jamais changé la situation des travailleurs ? N'a-t-il pas toujours fallu se battre par la grève, dans la rue, quand on a voulu arracher quelque concession aux patrons, au Gouvernement ?

Oui, le régime actuel représente bien un renforcement, un durcissement de l'Etat. Ce n'est pas le fascisme. Le fascisme traditionnel des colonels en chômage, avec parades, bottes, chemises, incendie des syndicats ouvriers, etc., c'est du passé. Dans le nouveau régime que les dirigeants installent, les syndicats ne seront pas détruits, on s'efforcera de les domestiquer complètement ; les militants ouvriers ne seront pas assassinés, on leur offrira des places au service "relations sociales" de l'usine; les travailleurs ne creveront pas de faim, on augmentera tout simplement la productivité en leur montrant la "carotte" de la consommation : télé, frigidaire, vacances mécanisées, accession à la propriété... Bien entendu, toute tentative d'intervention de la population travailleuse dans les affaires publiques sera jugée "subversive", toute revendication mettant en cause le pouvoir et les plans des dirigeants sera reprimée comme "séditieuse".

Ces dirigeants, on les connaît. C'est cette même "race" de gens qui a voulu la guerre d'Algérie, qui est responsable de tous les morts, de toutes les souffrances de ces sept années : ce sont les patrons, les hauts fonctionnaires, les administrateurs à diplômes, les directeurs cultivés, les officiers distingués, "l'élite de la nation" quoi. On sait où ils sont : là où on commande, à l'usine, au bureau, au chantier, à la mine, dans les administrations, dans les casernes.

Pour faire échouer leur projet totalitaire, pour défendre les conditions de vie et de travail des salariés, c'est à ces gens qu'il faut s'opposer partout où on les rencontre, c'est contre eux qu'il faut mener LA LUTTE DE CLASSE.

Inviter les travailleurs à se mobiliser pour défendre les "droits du Parlement", pour instaurer une "démocratie renovée" ou, comme le dit Mendès-France, un régime de type anglais ou américain, c'est essayer une fois de plus de les tromper, c'est essayer de les utiliser comme masse de manoeuvre pour atteindre des objectifs qui ne changeront rien à leur condition d'exploités, de salariés d'un patron ou de l'Etat.

Notre projet à nous c'est le SOCIALISME, LE POUVOIR DES TRAVAILLEURS. C'est le seul but qui peut donner son plein sens à notre résistance quotidienne à toutes les formes d'exploitation et d'oppression actuelles, le seul qui peut faire naître l'enthousiasme, le dévouement, le courage, la solidarité, c'est-à-dire tout ce qui manque aujourd'hui.

-:-:-:

L'ALGÉRIE QUI NAIT.

En France, dans la presse, dans les conversations, l'Algérie c'est le problème de l'OAS, c'est la condamnation de Jouhaud, c'est le tableau de chasse de Godot, c'est les péripéties du commando Cardes, c'est le plan de guerre de Salan. On dirait qu'il n'y a plus d'Algériens en Algérie, en tous cas pas plus qu'il y a huit ans. Alors que le seul problème algérien a toujours été, reste et sera plus que jamais celui-ci : que veulent faire de leur pays les paysans, les ouvriers, les jeunes qui ont participé à la résistance et à la guerre de libération, quelle révolution veulent-ils ? sur quoi débouchent ces sept ans et demi de lutte ?

L'impassibilité actuelle des masses algériennes, malgré les provocations de l'OAS, ne doit pas nous tromper : elle est le contraire du découragement. On a peine à croire que les sacrifices extraordinaires consentis par toute la population (1) aient trouvé dans les accords d'Evian leur apaisement. En fait, le compromis passé entre le FLN et De Gaulle porte exclusivement sur les conditions dans lesquelles la France va se dégager progressivement de l'Algérie; mais il ne contient aucune préfiguration de ce que sera la société algérienne indépendante.

C'est cette question qui occupe l'avenir immédiat des Algériens. Ils ne peuvent pas ne pas se la poser, elle va du reste leur être posée explicitement d'abord lors du référendum d'autodétermination, ensuite au moment des élections à la Constituante algérienne, dont la tâche sera justement de donner forme à la société dans son ensemble.

On peut s'attendre à ce que des divergences apparaissent à ce sujet. Elles existent déjà, mais elles sont restées voilées au cours de la lutte de libération, et elles ne s'exprimeront pas complètement tant que l'indépendance n'aura pas été formellement proclamée. Il serait donc prématuré de vouloir les définir, de mettre des noms dessus. En revanche, ce qui ne fait pas de doute, ce sont les trois faits suivants, qui seront déterminants dans le proche avenir:

- 80 % des Algériens sont des paysans;
- 50 % des Algériens ont moins de 20 ans ;
- un demi-million d'ex-paysans est passé en France (en moyenne pendant deux ans) dans les ateliers, les mines, les chantiers, et y a donc fait l'expérience de l'exploitation industrielle "moderne" et de la lutte de classes ; il grossit le nombre, relativement faible, des ouvriers qui travaillent en Algérie même (300.000 environ).

La moitié de la paysannerie est pratiquement sans terre; le reste possède des lopins minuscules ou reçoit des salaires agricoles de famine. La masse des chômeurs est impressionnante, surtout après la guerre. Ce sont ces paysans surexploités qui ont fourni à la révolution sa base, ses troupes inépuisables dans les maquis, ses abris dans les villages et les bidonvilles. Pour eux,

(1) Il y a eu près d'un million de morts algériens, soit l'équivalent de 5 millions de morts à l'échelle de la population française.

indépendance veut dire révolution agraire. Il est probable que dans leur majorité, ils ne pensent pas à un partage des terres et à une redistribution des parcelles : la petite propriété ne peut pas nourrir la masse paysanne, qui le sait bien. Le contenu de la révolution agraire, c'est donc, après l'expropriation des grands propriétaires, au moins l'organisation de coopératives, au plus une collectivisation du sol. C'est autour de ces solutions que des divergences se feront jour. Le succès de telle ou telle orientation ne sera pas indépendant de la solution donnée au problème, plus vaste et en un sens plus décisif, de l'industrialisation.

L'impérialisme français a laissé le pays sous-équipé (en dépit des photos d'hôpitaux et d'écoles qu'on nous montre à chaque occasion); pour lui l'Algérie était surtout un pays d'où il tirait des matières premières minières et agricoles. L'équipement qui existe correspond à une exploitation du sol et du sous-sol menée suivant les besoins de l'industrie et du commerce français, nullement suivant les possibilités du pays ni les besoins de sa population.

L'industrialisation doit être réalisée rapidement pour mettre un terme au chômage, pour éviter la famine, les soulèvements de paysans et d'ouvriers sans travail. On sait déjà que c'est dans ce sens que s'oriente l'U.G.T.A., le syndicat des ouvriers algériens.

Mais comment sera financé cet équipement industriel ? Avec des capitaux venus de France ou de n'importe quel pays occidental ? Ou bien des pays de l'Est (comme la reconnaissance officielle du GPRA par Moscou, après Evian, le suggère ? Ou enfin, en achetant au dehors du matériel industriel avec la contrepartie monétaire d'exportations agricoles et minières, ce qui signifie des conditions de vie et de travail extrêmement dures pour les paysans pendant de longues années ? On voit comment la question agraire se combine avec l'industrialisation.

Le front commun des ouvriers et des paysans, doté d'un programme d'ensemble pour l'Algérie, constitue la seule force capable de donner au problème de la construction de la société algérienne une solution juste, c'est-à-dire conforme à ce que veut la majorité des travailleurs de l'usine et de la terre. Le fait qu'il y a une espèce de mélange continuel du paysan et de l'ouvrier (dû à l'émigration provisoire en France), le fait aussi que la jeunesse pèse d'un poids considérable dans une population où une personne sur deux a moins de vingt ans, et qu'elle pèse dans le sens des solutions les plus radicales, le fait encore que les classes moyennes: petite bourgeoisie libérale, commerçants, artisans, naturellement portées à freiner toute transformation sociale importante, sont faibles en Algérie, tous ces faits montrent qu'il y a dans le pays les conditions sociales et historiques pour un front ouvrier-paysan.

Cela ne veut pas dire qu'il se fera sûrement. Et surtout, cela ne veut pas dire que même s'il se faisait,il parviendrait à élaborer un programme révolutionnaire faisant des Conseils de travailleurs, dans les mines, les campagnes et les usines, les organismes souverains de gestion de la société. Non seulement le poids écrasant d'une paysannerie dont l'expérience sociale est étroite, mais aussi l'influence directe ou indirecte des idéologies et des formes d'organisation des syndicats et des partis européens (français d'abord), et encore la rigidité de l'appareil FLN, sa bureaucratisation (favorisée par une longue lutte clandestine), tout cela entrave et entravera le développement d'une tendance et d'un programme gestionnaires.

Mais la longue lutte de sept ans et demi n'aura pas été vaine: il y a maintenant des hommes qui ont à décider de leur vie là où il n'y avait que des "ratons".

LA REPUBLIQUE et les ouvriers.

"Notre société, loin de tendre à l'égalisation dans le confort, comme l'affirment tant de déclarations officielles, voit s'accroître les disparités de situations sociales au détriment des plus défavorisés".

Ces lignes sont extraites d'un article du journal Le Monde (15/16-4-62) qui analyse les résultats d'une enquête menée à la fois par le Ministère des Finances et l'Institut National de la Statistique sur l'évolution des salaires dans les entreprises.

Salaires ouvriers :

Il ressort de l'analyse que le salaire moyen est actuellement de 600 NF par mois pour les ouvriers et de 395 NF pour les ouvrières.
Mais les deux tiers des ouvriers ne touchent encore que 400 NF par mois.

Hiérarchie :

Le salaire d'un cadre supérieur est en moyenne de 2700 NF par mois; celui d'un cadre moyen de 1320 NF.
Entre le salaire de l'ouvrière et celui du cadre supérieur, la hiérarchie va de 1 à 6,8. Mais le journal écrit : "Entre salariés payés au SMIG (salaire minimum interprofessionnel garanti) et directeurs salariés de firmes moyennes, la hiérarchie excède fréquemment 1 à 20 ".

Pouvoir d'achat :

"Le pouvoir d'achat du cadre moyen était fin 1960 supérieur de 9 à 10 % à celui de 1957, tandis que dans le même temps (3 ans) celui de l'ouvrier moyen n'avait progressé que de 1 %".

Production :

Pendant ces mêmes trois années, le produit national a augmenté de 11% et la production industrielle de 18,5 %.
Ajoutons : depuis 1954, la productivité du travail a augmenté de 58,2 %.

Durée du travail :

Completons l'analyse du Monde. Selon les statistiques du Ministère du Travail, la durée hebdomadaire du travail est actuellement de 46 heures 10' en moyenne pour l'ensemble des salariés. Mais 48 % des salariés travaillent plus de 47 heures par semaine et 18 % plus de 48 heures.

Depuis 1954, la durée du travail a augmenté de 1 heure 35' par semaine.

En 1938, elle était de 38 heures 45' par semaine. Par rapport à 1938, elle a donc augmenté de 7 heures 25', c'est-à-dire presque un jour de plus par semaine.

P E R M A N E N C E : La permanence de l'organisation POUVOIR OUVRIER se tient tous les jeudis de 15 h. à 18 h.30'
39, rue Lhomond, Paris 5e. Métro: Censier-Daubenton

"L'Armée vous offre un Métier."

La Légion Etrangère a toujours été l'une des fiertés de la France et les légionnaires des "bons et loyaux soldats".

La Légion c'est un "idéal" : Honneur - Drapeau - Patrie.

La Légion c'est aussi une pratique: obéissance aveugle, mépris de la vie, techniques de combat et du "renseignement poussé".

Tout cela a fait de la Légion un instrument particulièrement apprécié dans les guerres coloniales : Indochine, Algérie.

Le procès des légionnaires qui ont assassiné à Alger le commissaire Gavoury pour le compte de l'OAS a bien mis en lumière l'"esprit" de la Légion.

"Il y a un esprit légionnaire et il faut bien reconnaître que le sergent Dovecar, tout déserteur qu'il est, l'incarne à merveille", écrit Le Figaro du 28 mars.

Cet esprit légionnaire, c'est d'abord la discipline, l'obéissance aveugle aux chefs.

"C'est une des caractéristiques exceptionnelles de la Légion que cette fidelité de chien des hommes à leurs cadres...", dit au procès le colonel Brothier (commandant la base de l'école des troupes aéroportées).

Si l'on regarde les trois légionnaires inculpés, on est frappé par le fait que loin d'être des "mauvais éléments" ils cumulent félicitations et décorations.

Tenne : "il fut un bon soldat, sans aucune punition, cité au combat...il s'était classé parmi les meilleurs".

Petri: "il était le légionnaire classique...sa conduite fut exempte de tout reproche...".

Dovecar: "il s'est distingué par son courage; en 2 ans, il a eu 3 citations et une blessure; il devint sous-officier après moins de 3 ans de service".

Des bons soldats, bien notés, l'idéal de l'armée quoi !

Et ils ont assassiné Gavoury, ils l'ont percé de coups de poignard ?

"Eh bien", dit Tenne, "c'est le coup classique, le coup de la sentinelle quoi, ceinturer à la gorge, coup de pied au jarret, coup au coeur et accompagnement du coup au côté droit...c'est ce qu'on apprend à l'instruction sur des mannequins...je suis soldat...j'ai fait le même travail".

Seulement, voilà ! à force d'être des machines de mort bien huilées, ils ont oublié que leur "métier" n'était autorisé, ne pouvait rapporter galons, décorations et solde qu'à condition d'être exercé légalement, dans le cadre de l'armée française.

Or, l'OAS ce n'est pas légal. Et puis Gavoury c'était un commissaire, un représentant de l'ordre. Si des soldats à qui on a appris à rétablir l'ordre se mettent à tuer les représentants de l'ordre, ça ne va plus. Un commissaire ce n'est pas un Algérien voyons !

Il arrive donc que l'"obéissance aveugle" (Dovecar obéissait à ses anciens officiers passés à l'OAS) entraîne des conséquences inattendues.

Mais en général c'est bien utile.C'est même l'idéal de l'armée !

Avec un contingent qui obéirait comme ça, au doigt et à l'oeil, quelle sécurité !

Malheureusement, on ne les a que deux ans et demi ! Ce n'est pas assez pour les tenir, pour les former vraiment,malgré toutes les méthodes modernes, actions psychologiques et autres. Ils sabotent, ils ne pensent qu'à la "quille".

Ah non ! il ne s'agit pas de faire le procès de la Légion...!

L'ERE des communications.

Nous sommes à l'ère des communications, des relations de plus en plus rapides entre un pays et un autre, des possibilités de dialogue de plus en plus grandes.

Depuis le téléphone jusqu'à la radio et la télévision, tous ces moyens techniques permettent aux hommes de communiquer et on en vient maintenant à chercher à entrer en relations avec d'autres planètes. Grâce à une invention récente, le "laser", qui permet d'obtenir des sources lumineuses d'une puissance extraordinaire, on envisage en URSS d'envoyer des signaux visibles à des dizaines d'années lumière.

On a vu dernièrement à la télévision trois paysans, un français, un allemand et un italien, chacun restant chez lui, se parler des problèmes de leur vie. On peut bavarder par téléphone avec un ami à New-York, appeler par radio l'équipage d'un navire au fin fond des océans ou celui d'un avion en plein ciel, on peut entendre Glenn ou Titov de leur cabine, mais ce qu'on a de plus en plus de mal à faire c'est parler à son voisin de palier, à ceux qui vivent dans le même immeuble, travaillent dans la même entreprise, subissent les mêmes événements. Avec ceux-là à qui tout vous lie, vous pouvez de moins en moins communiquer.

Au fur et à mesure que les techniques de communication se développent, la société les utilise pour cloisonner, isoler les individus. L'homme moderne est à la fois mis en relation avec le monde et les hommes et coupé de ses contemporains.

Dans le travail industriel, à l'usine, tout est organisé pour que l'ouvrier ne quitte pas sa machine et de plus le bruit ambiant est un obstacle supplémentaire à toute conversation.

Dans de grosses entreprises qui emploient surtout du personnel de bureau, on voit les dactylos dans des cages de verre, écouteurs aux oreilles, qui tapent le courrier enregistré sur magnétophone. Coupées du monde, elles se voient à travers les cloisons, mais il leur est impossible de communiquer, si ce n'est peut-être par gestes. Elles passent ainsi leur journée, enfermées dans leur cage avec leur machine et leur magnétophone. Même le contact avec la personne qui dicte le courrier n'existe plus.

Dans les magasins pratiquant le self-service, il n'y a plus de dialogue avec les vendeuses qui ont été supprimées, et on voit des femmes, cabas en mains, errer d'un rayon à l'autre d'un air à la fois vague et préoccupé, certaines, les plus âgées, marmottant à voix basse. Les seules paroles entendues sont prononcées par les caissières, qui d'ailleurs ne disent à longueur de journée que des chiffres : 4,90 et 10 qui font 5 et 5 qui font 1000.

Tout est fait pour que vous n'adressiez plus la parole à votre voisin. Dans les grands centres, certains finissent par mourir de solitude et d'isolement, au point qu'un de nos contemporains a eu l'idée de créer une permanence téléphonique, où chacun peut, à toute heure du jour et de la nuit, trouver quelqu'un à qui parler; ce quelqu'un encore est-il réduit à une oreille qui écoute et une voix qui répond ...

Des flots de paroles et de musique sont déversés par toutes les techniques modernes - radio, télé, disques - pour couvrir ce grand silence qui entoure chacun de nous. Dans les magasins, chez eux, dans leur voiture, les gens ont la radio qui leur parle et on a même vu les piétons se promener avec des transistors, petite boîte à faire du bruit qu'ils transportaient partout avec eux.

Parler aux gens devient un acte incongru. Parler à des inconnus dans le métro, dans la rue, paraît un signe de déséquilibre mental. Vous entendez dire couramment :"il y avait un excentrique qui faisait des discours dans la rue" ou "j'ai été interpellé par une folle dans le métro".

Cette société obéit à deux impératifs : d'une part la nécessité de grouper des individus en nombre de plus en plus grand, et d'autre part une politique qui consiste à les isoler les uns des autres. Après les avoir rassemblés soit dans la production, l'enseignement, la propriété collective des immeubles, la construction de grands ensembles (le pavillon individuel est voué à disparaître), il faut éviter à tout prix qu'ils se lient. Autrement dit, elle transforme les gens en appendice de la machine dans la production et en consommateur de machines (radio,télé, aspirateur, moulin à café électrique,voiture, etc...) dans la vie quotidienne.

C'est contre cette déshumanisation totale, quelle que soit la forme qu'elle prenne, que chacun de nous doit lutter dans toutes ses activités, tous les jours, à chaque instant.

Il ne s'agit pas de refuser le progrès, mais de réapprendre à vivre ensemble, à parler ensemble et à décider ensemble.

Ce n'est pas le développement technique qu'il faut supprimer, mais l'organisation sociale capitaliste qui le transforme en moyen d'asservissement des hommes.

-:-:-:

Voici d'ailleurs un de ces derniers. Il y a quelque temps, la Direction de notre usine, par l'intermédiaire de notre syndicat (1), demandait aux ouvriers de reprendre le travail de laminage le dimanche. Belle occasion de poser des revendications - hélàs, nous sommes loin de compte.

1°)Le syndicat s'est employé à faire dire "oui" aux ouvriers avant que les pourparlers sur les revendications soient entamés.

Ceci s'est d'ailleurs fait en deux temps. D'abord, en assemblée, les ouvriers avaient répondu "non". Mais ensuite il fut décidé de faire un vote à bulletin secrets (soi-disant confusion et réclamations de certains "camarades" après l'assemblée !). Résultat : oui.

Pour ma part, j'ai défendu près des ouvriers et dans l'assemblée la thèse du "non", qui maintenait notre avantage sur le patron puisqu'il était le solliciteur. Je n'ai pu malheureusement contrer le vote secret.

2°) Après trois semaines, le syndicat se représente devant les ouvriers et apporte les "avantages maximum" arrachés par lui au patron.

Ils consistent :

a) en une révision de la prime record de production - qui apporte certainement un avantage momentané, mais ne répond pas aux voeux des ouvriers.

b) en une prime de qualité, étudiée et mise au point par le patron (d'où naîtra d'ailleurs l'incident que je vais raconter).

3°) Deux semaines plus tard - au reçu de leur carte de paie - les ouvriers de la pause (équipe) de nuit constatent un manque à gagner de x % concernant la prime dite de qualité. Aussitôt le travail est arrêté et nous entrons en grève de protestation sur place (je suis justement de nuit avec cette pause de lamineurs). Nous nous réunissons en assemblée et refusons de reprendre le travail avant toute entrevue avec le syndicat. Le chef de service est alerté. Les ouvriers exposent leurs griefs, mais refusent de reprendre le travail avant satisfaction. Le délégué syndical refuse tout d'abord de venir, finalement à 11 1/2 du soir il s'amène...

Exposé de la situation : les ouvriers et le syndicat sont en désaccord sur les principes de base de l'accord "prime de qualité".

Pour nous, seules les bobines rebutées (inutilisables) entrent en cause. Pour eux, les bobines déclassées (toujours nombreuses) entrent aussi en compte. Cela change tout en notre défaveur et rend cette "prime" ridicule et inacceptable. Il est à noter que ces produits laminés "déclassés" (soit pour hors largeur ou hors épaisseur) sont reclassés sur d'autres commandes et vendus sur la même base que les autres. Ce tour de passe-passe permet au patron d'empocher notre bénéfice.

Mais le délégué syndical maintient son point de vue et déclare que ce sont les ouvriers qui ont "mal compris" à l'exposé précédent. Nous protestons et déclarons que s'il en est ainsi, nous ne voulons pas de cet accord, et que des négociations doivent commencer sur la base revendicative que nous, ouvriers, posons. Le délégué refuse prétextant que jamais le patron n'acceptera. Il ne veut pas défendre notre point de vue. Notre équipe entre en conflit avec le syndicat et refuse de reprendre le travail. Je soutiens contre le délégué la position des ouvriers et critique ouvertement sa position et toute la politique réformiste et bourgeoise des syndicats et partis, Parti Socialiste Belge compris. Je rencontre dans l'assemblée 3, 4 camarades décidés qui soutiennent à fond l'action. Le reste suit le mouvement mais sont tacitement solidaires avec nous. Le délégué comprend alors que nous tenons la situation et commence alors sa tactique de démoralisation ouvrière avec

---

(1) Ce syndicat, comme la plupart en Belgique, est dominé par la bureaucratie réformiste du Parti Socialiste Belge(NDLR).

des slogans tels que : "Cette grève est illégale - c'est une grève sauvage !"
"Vous allez vous casser la gueule contre un mur".
"La gendarmerie a été renforcée", etc, etc.

Cependant, notre équipe tient bon. Nous répliquons et stigmatisons le rôle du syndicat.

A 2 heures du matin, le chef de service qui faisait le pied de grue, rentre chez lui. Le délégué syndical restera toute la nuit avec nous, nous conjurant de reprendre le travail. Peine perdue, nous restons de marbre et la plupart "belettent" en attendant l'équipe de jour.

Cependant, notre action ne sera pas poursuivie par l'équipe de jour, moins combative et qui se protège derrière le délégué, lui "faisant confiance"(sic). Cependant, il règne une certaine gêne durant l'assemblée - mais les ouvriers ont peur des représailles et aucun n'ose prendre position. Sur la demande du délégué, j'expose la raison de la grève de l'équipe de nuit - j'aurais voulu le faire d'une manière des plus convaincante, mais les mots m'échappent (c'est ici que je sens mon insuffisance théorique et oratoire) et je sens la partie perdue. Je reste jusqu'à près de 8 heures avec l'assemblée et je sens qu'il n'est pas possible de pousser plus loin les choses pour le moment.

Certaines conclusions doivent être cependant tirées de ce conflit - la prise de conscience de plus en plus marquée du prolétariat - ce n'est qu'un début et il reste beaucoup de travail sur la planche - l'avant-garde ouvrière doit s'étoffer - nous sommes très peu nombreux - et cependant nous remarquons qu'un petit nombre peut entraîner une grande masse d'ouvriers.

.....

Voilà, pour aujourd'hui, la situation actuelle ici - si elle n'est pas brillante, elle n'est pas désespérée non plus. Il faudra bien de la patience, du travail, du courage et de la persévérance à tous les militants pour faire triompher la cause du socialisme - mais où serait le triomphe, s'il n'y avait pas de combat !

Mon salut révolutionnaire à tous les camarades.

++

LE GENIE FRANÇAIS

Extrait de France-Soir :

"La France prend une place importante dans les problèmes de l'espace.

Trois lignes dans le "Journal Officiel" ont suffi pour placer la France à une place prépondérante dans les problèmes de la conquête de l'espace...
Rejoindrions-nous l'URSS et les Etats Unis ? Non, nous les devançons !
Non pas sur les problèmes techniques ou pratiques, mais dans un domaine jusqu'alors inexploré par les autres pays : la juridiction spatiale."
Le président, français, du Conseil International du Droit spatial, a déclaré à France-Soir : "A partir du moment où un homme se trouve dans l'espace, il doit...être soumis à une juridiction spéciale"

COMMENT RENOVER LA DEMOCRATIE ?

C'était le sujet du colloque qui a réuni les 30, 31 mars et 1er.avril, à Paris, des personnalités du P.C., SFIO, PSU, UNR, CFTC, FEN et CGT. Une motion a été votée.
La Vie Ouvrière, organe de la CGT, explique à ce sujet : "La motion ne précise pas les méthodes à employer pour renover la démocratie". Toutefois : "De prochains colloques reviendront sur cette importante question".